

Extrait du Rencontres Sociales

<http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article2371>

« Les Régions doivent oeuvrer au rapprochement de l'économie sociale et solidaire et de l'économie traditionnelle



Date de mise en ligne : lundi 7 février 2011

- Interviews et textes de références - Interviews -

Description :

Une interview de Marie-Guite Dufay, présidente de la commission économie sociale et solidaire de l'Association des Régions de France recueilli par notre partenaire Alain Goguy pour Nord Social Info.

Rencontres Sociales

Une interview de Marie-Guite Dufay, présidente de la commission économie sociale et solidaire de l'Association des Régions de France recueilli par notre partenaire Alain Goguy pour Nord Social Info

Invitée par la conférence annuelle des Echos et du Ceges consacrée à l'Economie sociale et solidaire, Marie-Guite Dufay est présidente du conseil régional de Franche-Comté et présidente de la commission économie sociale et solidaire de l'Association des Régions de France. C'est à ce titre qu'elle était appelée à témoigner dans le cadre de cette conférence qui avait pour thème « les marchés à conquérir ».

Présidente de la Région Franche-Comté depuis mars 2010, elle était sous le précédent mandat, chargée des secteurs du développement économique et de l'économie sociale et solidaire et de l'emploi. Elle préside le conseil de surveillance de l'Agence de développement économique (ARD) qui a pour rôle d'accompagner le développement des différents secteurs de l'économie comtoise et de contribuer à l'émergence de nouveaux emplois. Elle s'investit tout particulièrement dans la création des emplois Tremplins et soutient les emplois à domicile et d'auxiliaire de vie.

Nord-Social.Info : Quel est le rôle et quelles sont les missions de la commission ESS de l'Association des Régions de France ?

Marie-Guite Dufay : Le rôle de cette commission, c'est de favoriser des expériences et des échanges entre tous les élus pour voir comment chaque région prend en compte le secteur de l'économie sociale et solidaire dans ses politiques ordinaires, de formation, d'aide à l'investissement, d'ingénierie financière. Et au-delà de ça, c'est aussi de voir comment on peut être amené à mettre en place des accompagnements tout à fait spécifiques sur ce secteur. C'est un secteur qui est en pleine ébullition et en pleine organisation parce que c'est un secteur qui se structure et il est important que les régions au titre de leur développement économique et de leur compétence en matière de formation puissent s'harmoniser en direction de ce secteur.

On travaille beaucoup sur la question de l'innovation sociale. On dit souvent que le développement économique est mû par l'innovation technique. Avec le secteur de l'économie sociale et solidaire, on a des créations d'emplois qui se font à partir de l'innovation sociale. Et nous voudrions arriver à formaliser un peu les choses autour de cette notion d'innovation sociale pour voir comment on peut mieux la prendre en compte et mieux la financer dans les régions.

Nous avons des partenariats très construits avec tous les acteurs de l'ESS comme par exemple le CNCRES, le Ceges, ou l'Avisé. Nous avons, également, un partenariat avec la Caisse des Dépôts et Consignations. Tous ces acteurs nous amènent des expertises complémentaires qui nous permettent d'enrichir notre base de données et nos réflexions

Nord-Social.Info : Les Régions avec l'ARF s'engagent résolument aux côtés de l'économie sociale et solidaire.

Marie-Guite Dufay : Toutes les régions de France, sauf deux, sont à gauche et portent ces valeurs qui ont fait émerger l'économie sociale. Je pense que l'on a, avec ce secteur-là les pionniers du développement durable et il y a une véritablement une convergence de vues entre les valeurs portées par ce secteur et les valeurs que portent les élus de nos régions. Cet engagement tient aussi sans doute en fait que les régions ont une capacité d'observation et d'accompagnement de ce secteur plus aisée du fait de leurs compétences en matière de développement économique et de formation

Nord-Social.Info : La loi qui réforme les collectivités territoriales va-t-elle avoir des incidences sur cet engagement ?

Marie-Guite Dufay : Pour l'instant la loi portant réforme des collectivités territoriales ne touche pas à la question des compétences. Il est vrai que les compétences ne sont pas claires entre les différents niveaux territoriaux et surtout entre les régions et l'État. La loi n'a rien changé puisqu'elle a reporté à une démarche ultérieure, le fait de pouvoir mieux se répartir les compétences entre les collectivités territoriales. La loi ne change rien, elle ne fait qu'amener de la complexité dans un système qui était déjà trop complexe.

Nord-Social.Info : Comment se manifeste le soutien de la Région Franche-Comté à l'économie sociale et solidaire ?

Marie-Guite Dufay : La Région Franche-Comté soutient l'économie sociale et solidaire dans tous les secteurs. Quel que soit le secteur, on est très présent aux côtés de France Active pour financer les initiatives et le développement des acteurs de l'économie sociale et solidaire.

Dans notre région, il y a des secteurs où elle est plus développée que dans d'autres régions. C'est le cas notamment du secteur de l'insertion par l'activité économique qui est très présent et très structuré puisque toutes les familles de ce secteur se sont organisées autour du Pradie [1], de ce pôle de recherche et d'ingénierie qui est notre interlocuteur. On intervient également dans tout le secteur associatif puisqu'on a créé 1000 emplois tremplin dans la dernière mandature. Et, en ce moment on est en train de mettre en place des systèmes d'aide à la pérennisation de ces emplois tremplin autour de la notion d'utilité sociale que l'on va financer dans les associations.

Nord-Social.Info : Vous avez dit que la grande richesse de l'économie sociale et solidaire, ce sont ses bénévoles. Mais il y a aussi des salariés dans l'ESS.

Marie-Guite Dufay : La grande richesse de l'ESS, ce sont ses bénévoles. C'est pour cela que les régions doivent d'abord travailler à une professionnalisation de ce secteur.

Il y a, par exemple, un vrai enjeu national sur la question de l'aide à domicile. On y est face à des besoins de société qui sont fondamentaux. Le secteur de l'économie sociale et solidaire est capable de répondre à ces besoins mais il n'est pas en mesure d'offrir aux salariés de ce secteur des conditions de travail et de rémunérations correctes et des formations suffisamment professionnalisées. Derrière cela, c'est toute la question de la solvabilisation de la dépendance qui est posée.

Nord-Social.Info : Vous souhaitez établir des passerelles entre l'économie sociale et solidaire et l'économie classique. Que voulez vous dire ?

Marie-Guite Dufay : Je souhaite que les régions contribuent à établir des passerelles entre l'économie traditionnelle économie sociale et solidaire. Pendant la crise économique et financière, nous avons pu sauvegarder grâce à l'intervention des pouvoirs publics (l'État, la Région et l'ensemble des partenaires sociaux qui financent la formation professionnelle), 6000 emplois qui ont ainsi pu être maintenus dans des entreprises dont le chiffre d'affaires avait chuté de 50 à 70 %.

Avec le protocole d'accord que nous avons signé en Franche-Comté nous avons fait en sorte que ces entreprises puissent conserver leurs salariés alors qu'elles ne pouvaient plus les payer. En profitant de cette période d'inactivité pour former ces salariés grâce aux fonds de la formation professionnelle. Cela a permis à ces salariés d'être toujours présents dans l'entreprise au moment du redémarrage des activités.

Je fais la différence entre l'économie financiarisée et l'économie traditionnelle. Si elles ne sont pas solidaires au sens de la gouvernance de l'économie sociale et solidaire, ces entreprises, des PME classiques, se sont battues pour maintenir leurs salariés dans leurs emplois alors qu'elles n'avaient plus les moyens de les rémunérer du fait d'une baisse de leurs commandes. Elles ont ainsi mis en oeuvre un principe de solidarité qui leur a permis de conserver leurs salariés plutôt que de les licencier et de les renvoyer sur le marché du travail.

Quand je parle de rapprochement entre l'économie sociale et solidaire et l'économie traditionnelle, c'est à cela que je pense.